

Emilie CHALAS
Députée de l'Isère

Communiqué de Presse
Concernant l'accord entre les syndicats et la direction de GE Hydro

Après presque un an de conflit sur le site de General Electric Hydro de Grenoble, je ne peux que saluer l'accord trouvé entre salariés et direction. Je suis toutefois amère de constater le temps perdu pour y parvenir et les séquelles infligées au site et aux équipes de Grenoble.

Au mois d'août dernier, j'ai accompagné les salariés au ministère de l'économie pour qu'ils y présentent les atouts et compétences uniques du site de Grenoble et la nécessité d'en préserver la capacité de production.

Je me suis entretenue également à plusieurs reprises avec le PDG de GE Hydro. J'ai entendu et comprends pleinement la nécessité pour l'entreprise de renforcer sa compétitivité dans un marché international très concurrentiel et en pleine évolution. Mais je lui ai clairement exprimé ma déception et mon désaccord quant à la manière de conduire le dialogue social et au fait de ne pas mieux considérer les salariés. Je regrette qu'il ait fallu l'intervention de Bercy pour qu'il vienne enfin rencontrer les salariés en novembre dernier et leur propose de meilleures conditions, ou encore qu'il ait fallu attendre que les services de l'Etat refusent d'homologuer le PSE pour que commencent de vraies négociations.

Je tiens d'ailleurs à saluer que, loin des polémiques, l'Etat a assumé pleinement ses responsabilités dans ce dossier, pour faire respecter les engagements pris par l'entreprise, s'assurer de la qualité des conditions proposées aux salariés et la conformité du PSE, comme s'y était engagé le Secrétaire d'Etat à l'Economie, Benjamin Griveau, alors que je l'interrogeais dans l'hémicycle à ce sujet le 17 octobre dernier.

Au final, le nombre de postes supprimés a été diminué, certes pas autant que l'auraient souhaité les salariés mais les conditions de départ ont aussi été améliorées et des engagements pour le site ont été apportés. Pour autant je ne pense pas qu'il était nécessaire de passer par tant de souffrance pour les salariés et de perte pour l'entreprise pour arriver à ce résultat.

Je salue la persévérance des salariés et souhaite courage et réussite à ceux qui se portent vers d'autres projets ainsi qu'à ceux qui restent pour réinventer l'avenir de leur entreprise dont je reste convaincue de l'immense potentiel.

Car l'enjeu est aujourd'hui de réinvestir la filière hydroélectrique, élément fondamental de la stabilité de nos réseaux électriques comme de la transition énergétique. Le vieillissement de notre parc de barrages appelle à des investissements conséquents, aujourd'hui freinés par l'incertitude liée à l'ouverture à la concurrence des concessions. Mais l'avenir de la filière dépend aussi d'un contexte règlementaire, tarifaire et fiscal qui ne lui ai pas favorable.

C'est ainsi que je remettrai au gouvernement avant l'été les conclusions des rencontres et visites que j'ai entreprises depuis novembre et qui m'ont conduite notamment de Grand Maison aux ouvrages de la CNR, où j'ai pu constater à chaque fois que les équipements d'Alstom/GE Hydro figuraient en bonne place.

Contact presse :

Bertrand BIJU-DUVAL, Collaborateur parlementaire auprès d'Emilie CHALAS
bertrand.biju-duval@clb-an.fr / 06 37 53 75 17
emilie.chalas@assemblee-nationale.fr / 04 76 88 88 35